

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**
p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Lutte
Ouvrière**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2090 - 22 août 2008 - prix : 1 € - DOM 1,50 €

**Récession ou
ralentissement de l'économie...**

Les travailleurs

n'accepteront

pas de payer !

p. 3 et 5

**Les troupes françaises
n'ont rien à faire
en Afghanistan !**

p. 3



Sommaire

Leur société

- p. 4 ■ Les salariés financent de plus en plus la Sécurité nationale : les stages de soutien
- L'allocation de rentrée
- Marx dépassé ?
- p. 5 ■ Récession économique
- La réforme de la taxe professionnelle
- p. 10 ■ Le problème de l'eau
- Les patrons pleurent la bouche pleine
- Éleveurs bretons en colère
- p. 11 ■ Squatteurs de Cachan : toujours mal logés
- Transports en Île-de-France

Dans le monde

- p. 6-7 ■ Le droit des grandes puissances à disposer des autres
- La démission de Musharraf
- Il y a 40 ans à Prague
- p. 8 ■ Les incendies en Grèce
- La répression en Tunisie
- Grèves à l'aéroport de Bruxelles

Dans les entreprises

- p. 9 ■ SNCF
- Snecma-Villaroche
- Conserverie du Mont Lozère

Été

- p. 12 ■ Les militants de Lutte Ouvrière à votre rencontre

• Lourdes

Des profits miraculeux

Bernadette Soubirous, à qui la Vierge Marie serait apparue dans une grotte de Lourdes en 1858, n'en croirait pas ses yeux : pour le 150^e anniversaire de cette apparition, c'est 8 à 9 millions de pèlerins qui devraient mettre leurs pas dans ceux de la jeune illuminée.

Les organisateurs de ces festivités ont décroché le gros lot en obtenant la participation du patron en chef du business catholique, le pape Benoît XVI, qui sera de la partie du 13 au 15 septembre. Ce déplacement coûtera la rondelette somme de 1,8 million d'euros. Mais qu'on se rassure, la société des sanctuaires de Lourdes ne risque pas de se retrouver sur la paille.

Sans parler de l'appel à la charité publique lancé pour financer le grand show papal, le souvenir de Bernadette et le culte de la Vierge secrètent depuis longtemps de confortables profits. La société des sanctuaires est la plus grosse PME de Lourdes. Elle emploie 440 salariés et gère un budget annuel d'une trentaine de millions

d'euros. Les prestations touristiques classiques (hébergement, restauration, vente de souvenirs, de livres, de CD ou de DVD) s'ajoutent aux produits phares du pèlerinage à Lourdes : l'eau de la grotte que les fidèles consomment sans modération et les cierges, complément indispensable des vœux pieux. Les chiffres révèlent que le miracle à Lourdes est une véritable industrie : en 2003, près de 400 000 personnes se sont immergées dans l'eau de cette source en attente d'une improbable guérison ; tous les ans, entre 800 et 900 tonnes de bougies fondent sur les brûloirs.

Le poste le plus rémunérateur est celui des offrandes dans les sanctuaires. Ce sont en effet



12 millions d'euros en liquide qui tombent chaque année dans les tronc. Cinq personnes de confiance sont chargées de la collecte mais les responsables prennent tout de même leurs précautions : les collecteurs ne sont jamais seuls, n'ont pas de poches et évoluent en permanence sous l'œil des caméras de surveillance. La foi seule ne suf-

frait donc pas pour résister à la tentation ?

La Chambre de commerce des Hautes-Pyrénées ne s'y trompe pas quand elle assure : « Le produit Lourdes semble bien positionné ». Entre commerçants, on se comprend et on sait apprécier les belles affaires.

Olivier NEUVILLE

La vie des riches

En ces temps où l'on parle récession et austérité, il en est dont le pouvoir d'achat n'a pas l'air de trop souffrir.

Ainsi, autour du 15 août à Deauville, se déroulait la traditionnelle vente des « yearlings », ces pur-sang d'un an que certains espèrent voir gagner un jour. On est loin des quelques euros du ticket de tiercé : le canasson le plus cher s'est vendu près de 800 000 euros (plus de 60 années de smic) tandis que le nombre d'enchères dépassant les 200 000 euros augmentait.

Sur la Côte-d'Azur s'est

négoiée la vente de la villa « Leopoldina ». Son prix a été de 500 millions d'euros, une somme équivalente au travail d'un smicard durant 40 000 ans, le temps qui nous sépare des mammoths et de la disparition de l'homme de Néandertal ! Et encore, d'après un courtier interviewé par *Le Parisien* du 11 août, « on n'ose plus avancer des prix qui n'atteignent pas 100 millions d'euros pour cette clientèle ».

Qui donc parlait de crise du pouvoir d'achat ?

Alain LECAIRE

LO AUDIO... ET VIDÉO !

Pour tous ceux qui ont du mal à lire, Audio-LO vous permet désormais d'écouter sur internet une version audio de nos parutions : *Lutte Ouvrière*, *Lutte de Classe* et brochures du Cercle Léon Trotsky.

Pour y accéder : www.lutte-ouvriere-audio.org

NOUVEAU : les exposés des Cercles Léon Trotsky ou les récents passages d'Arlette Laguiller dans des émissions de radio et de télévision sur le site : www.audiovideo-lo.org



LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste (Trotskyiste)
membre de l'Union Communiste Internationaliste)

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1009 I 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin.

Lutte Ouvrière sur Internet :

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
e-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Téléphone : 01 48 10 86 20
Télécopie : 01 48 10 86 26

Soutenez-nous financièrement

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : « Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière » et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise
du 18 août



Un système qu'il faudra bien remplacer un jour

Sarkozy prétendait qu'il serait le président du pouvoir d'achat. Mais les prix grimpent sans cesse, l'inflation bat des records avec un taux de 3,6 %, bien supérieur aux chiches augmentations de salaires. Il affirmait qu'il irait chercher la croissance « avec les dents » ! Mais le « produit intérieur brut », qui mesure officiellement celle-ci, est en recul de 0,3 % pour le second trimestre. Il assurait que sa politique ramènerait le plein emploi, mais 45 200 postes de travail ont disparu au cours de ce même trimestre, ce qui veut dire que le nombre de chômeurs est reparti à la hausse. Tout cela va se traduire par la dégradation accélérée du niveau de vie des salariés.

Devant ces chiffres, le Premier ministre Fillon a réuni d'urgence les ministres chargés des affaires économiques. Mais tous les observateurs disent qu'il s'agit d'une simple opération de « communication », pour se donner l'air de faire quelque chose, car visiblement le gouvernement n'a aucune intention de modifier sa politique antiouvrière, si ce n'est en l'empirant.

Dans le *Journal du Dimanche* du 17 août, un conseiller de Sarkozy expliquait cyniquement que face aux difficultés le gouvernement devait abandonner le thème du pouvoir d'achat, mais maintenir le cap sur les réformes. Mais celles-ci sont toutes destinées à diminuer les droits des travailleurs pour offrir au patronat une main-d'œuvre plus « flexible », en développant la précarité, c'est-à-dire les bas salaires.

Bien évidemment, ce n'est pas en rognant le pouvoir d'achat des travailleurs que le gouvernement résoudra la crise : la baisse des revenus des classes laborieuses, en diminuant la consommation, ne peut au contraire que contribuer à aggraver la récession. Mais la préoccupation principale du gouvernement n'est pas d'essayer de sortir de la crise qui s'annonce, mais de permettre au patronat de

maintenir ses profits.

Le fait que cette crise touche tous les pays européens, que la situation n'est guère meilleure aux États-Unis, n'est ni une consolation, ni le signe qu'il s'agirait d'une fatalité, exonérant nos gouvernants de toute responsabilité. C'est le signe que ce qui est en cause, c'est le système capitaliste dont ils se font les ardents défenseurs.

Cette crise qui risque de jeter des milliards d'êtres humains dans la misère n'est pas due à un manque d'argent, bien au contraire pourrait-on dire. Les grandes sociétés capitalistes ont engrangé au cours des dernières décennies des profits colossaux, elles se trouvent à la tête d'une masse énorme de capitaux qu'elles cherchent à placer de la manière la plus rentable possible. Et comme ce ne sont pas les investissements dans la production qui leur paraissent les plus attrayants, elles spéculent sur tout ce qui leur paraît offrir des profits rapides, l'immobilier un jour, le pétrole le lendemain, les matières premières ensuite, en ne tenant aucun compte des conséquences sociales de ce jeu de Monopoly planétaire.

C'est cela le système capitaliste, un système dont la droite nous dit qu'il est le meilleur et le seul possible, et que les partis de gauche acceptent, en se proposant tout juste, dans le meilleur des cas, d'en limiter les « excès », comme si on pouvait transformer un tigre en mouton en lui limant un peu les griffes.

Face à cette société basée sur la recherche du profit individuel, c'est-à-dire sur l'égoïsme, les fondateurs du mouvement ouvrier et socialiste opposaient le projet d'une économie régie par les producteurs, et qui se donnerait pour but de satisfaire les besoins de toute l'humanité. C'était le programme du Parti Socialiste dans sa jeunesse, du Parti Communiste dans ses premières années. Les dirigeants de ces partis y ont renoncé pour s'intégrer au système qu'ils prétendaient combattre, mais ce programme n'a rien perdu de son actualité malgré les renégats.

Arlette LAGUILLER

• Afghanistan

Le poids des morts

Dix soldats français sont morts le 18 août en Afghanistan, victimes d'une embuscade tendue par les talibans. Une vingtaine d'autres ont été blessés. Dès l'annonce de cette nouvelle, Sarkozy, suivi par les porte-parole de la majorité, a rendu hommage à l'armée, tout en affirmant qu'il ne changerait rien à sa politique. Quant aux dirigeants du Parti Socialiste, s'ils ont émis des réserves sur celle-ci, ils se

sont joints à cet hommage dans une belle unanimité.

Nul ne peut bien sûr se réjouir de la mort de dix hommes jeunes, même si par aveuglement ou par goût du « baroud » ils avaient choisi d'être soldats de métier, c'est-à-dire de se mettre au service d'un État dont la fonction est de défendre les intérêts des possédants et de tirer sur les cibles qu'on leur désignerait.

Mais s'il s'agit de dix morts de trop, on n'a pas vu se manifester

la même émotion pour les femmes, les enfants, les paysans, tombés en bien plus grand nombre sous les bombes ou les mitraillages, victimes « collatérales » des opérations militaires menées par les Occidentaux en Afghanistan. Car les troupes de l'OTAN se comportent en Afghanistan comme l'armée américaine se comportait au Vietnam, comme l'armée française se comportait en Indochine et en Algérie, c'est-à-dire avec le plus parfait mépris pour la vie de la population locale, considérée a

priori comme suspecte.

Si les zones contrôlées par les talibans n'ont cessé de s'agrandir ces dernières années, c'est moins dû au « professionnalisme militaire » croissant de ces derniers qu'invocent les responsables de la politique française, qu'au fait que c'est l'intervention même des troupes de l'OTAN qui amène la population à considérer les talibans comme les seuls qui s'opposent à l'occupation étrangère.

Tous les discours sur la

démocratie, sur la liberté, sur les droits des femmes, que défendraient les soldats de la coalition qui s'est formée autour des États-Unis ne sont qu'hypocrisie, car si effectivement les libertés, les femmes afghanes, ont tout à craindre d'un retour des talibans au pouvoir, c'est l'intervention militaire occidentale qui leur en ouvre le chemin.

Les troupes françaises n'ont rien à faire en Afghanistan.

François DUBURG

• Sécurité sociale

Les salariés financent de plus en plus

Une étude sur les sources de financement de la Sécurité sociale portant sur la période de 1990 à 2006, parue début août, souligne que la protection sociale est financée à 40 % par les salariés, contre 36 % pour les entreprises.

La contribution des ménages a augmenté dans cette période de neuf points de pourcentage alors que celle des entreprises a baissé, dans le même temps, de six points, essentiellement du fait d'exonérations de charges patronales.

Cette étude de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), qui a ainsi détaillé branche par branche les sources de financement de l'Assurance maladie, constate que



« la baisse relative de la contribution des entreprises s'explique par le développement à la même période des exonérations de charges patronales » et que « les exonéra-

tions de charges patronales, appliquées aux bas salaires, ont été compensées par un transfert de recettes fiscales, et donc un surcroît d'effort demandé aux ménages ». Autrement dit, le

cadeau que les gouvernements successifs ont fait au patronat sous forme d'exonérations a été directement compensé par une augmentation des prélèvements aux

dépens des contribuables.

Mais ce n'est pas tout, car les recettes fiscales dont parle le rapport ne sont autres que celles de la CSG. Cet impôt, créé en 1990 par le gouvernement Rocard mais dont le taux a été augmenté par les gouvernements successifs, a été présenté comme équitable parce qu'il était calculé sur l'ensemble des revenus. Mais il est tout de même supporté à 75 % par les salariés.

Alors que le gouvernement parle régulièrement du « trou de la Sécu » qu'il faudrait combler et a même annoncé à la fin juillet un énième plan de financement dans ce but, ce rapport souligne qui creuse le « trou » et à qui on demande encore et toujours de faire des efforts pour le combler.

David MARCIL

• Allocation de rentrée scolaire

Cela ne fait pas le compte

L'allocation de rentrée scolaire (ARS) a été versée aux parents d'élèves le mercredi 20 août. Pour les quelque trois millions de familles qui la touchent, elle est la bienvenue pour leur permettre de faire face en partie aux dépenses de la rentrée. Sauf que cette année, plus encore que les précédentes, le compte n'y est pas.

D'abord, les prix ont augmenté. Même le gouvernement admet que les fournitures scolaires ont en moyenne subi une hausse de 0,8 %. Darcos, le

ministre de l'Éducation nationale, s'est vanté d'avoir négocié une liste de fournitures scolaires à prix bloqué avec les grandes surfaces, encore faut-il les trouver dans les rayons, et ce n'est pas en allant d'un magasin à l'autre, surtout s'ils sont éloignés, que l'on fera des économies. Il y a aussi les habits et les chaussures qu'il faut renouveler, parce que les anciens sont devenus trop petits ou trop usés, et là, tous les prix sont libres.

Mais surtout, le nouveau

mode de calcul de l'ARS, versée par les Caisses d'allocations familiales, joue en défaveur des familles. Alors qu'il y avait auparavant une allocation unique, elle est maintenant modulée selon l'âge des enfants. Pour ceux de 6 à 10 ans, elle est restée à 272,59 euros, comme l'an dernier ; or, même pour les petits, les dépenses sont en hausse. Pour les autres jeunes, l'ARS n'a été augmentée que de 15 euros pour les 11/14 ans et de 25 euros pour les 15/18 ans. C'est évidemment loin du

compte, surtout pour les filières techniques ou professionnelles où les élèves doivent acheter eux-mêmes les objets ou outils nécessaires pour leurs études.

Le gouvernement se félicite de son action prétendument sociale en répétant que « l'effort » représenté par le versement de l'ARS coûte 50 millions d'euros à l'État. Sauf que, d'un autre côté, le changement du mode de versement des allocations familiales lui fait économiser dans les 200 millions d'euros. En effet,

les allocations familiales versées aux familles de deux enfants ou plus ne connaissent plus qu'une seule majoration, de 59 euros, quand l'enfant atteint ses 14 ans, alors qu'avant, cette majoration était de 33 euros pour les enfants de 11 ans et de 59 euros à 16 ans.

Cette manipulation des chiffres ne masque donc pas l'entourloupe dont les principales victimes sont les familles les plus défavorisées.

Marianne LAMIRAL

• Éducation nationale

Les stages de soutien ne répareront pas les dégâts

Depuis le lundi 18 août, et pendant les deux semaines qui précèdent la rentrée scolaire, quelque 6 000 lycéens de terminale ou jeunes bacheliers participent à des stages de soutien dans 200 établissements.

Les cours de soutien sont donnés par des étudiants payés en vacances ou des enseignants payés en heures supplémentaires. Il s'agit de l'application du dispositif de « réussite scolaire au lycée » annoncé au mois de mai par le ministre de l'Éduca-

tion Xavier Darcos. Le gouvernement prétend ainsi améliorer la « continuité du service public » et « l'accompagnement des élèves dans leur parcours ».

Cette mesure publicitaire est cependant loin de faire le compte, au moment où le gouvernement mène une politique de suppression de postes dans l'Éducation nationale. Pour la rentrée 2008, 11 200 emplois ont été supprimés et le ministre a annoncé le projet de ne pas remplacer 13 500 départs en retraite à la rentrée 2009. En réduisant le nombre d'adultes qui peuvent

encadrer les jeunes dans les établissements, cette politique d'économies budgétaires rend plus difficile le suivi des élèves et contribue à dégrader les conditions d'étude dans les établissements scolaires.

Quinze jours de stage de soutien pour une partie des élèves, ce n'est pas avec cela que l'on réparera les dégâts faits par cette politique le reste de l'année. Mais cela permettra à Darcos de soigner son image et, pour lui, c'est tout ce qui compte.

Patrick GARREL

Marx dépassé ?

« On ne produit pas trop de moyens de subsistance eu égard à la population ; on en produit au contraire trop peu pour la nourrir convenablement et humainement. De même on ne fabrique pas trop de moyens de production, étant donnée la partie de la population qui est capable de travailler. (...) Les moyens de produire que l'on fabrique sont insuffisants pour que toute la population valide puisse être occupée dans les circonstances les plus fécondes au point de vue de la production et par conséquent les plus favorables à la réduction de la durée du travail. Mais périodiquement on produit trop de

moyens de travail et de subsistance pour que leur emploi à l'exploitation du travailleur puisse donner le taux de profit que l'on veut obtenir. »

Devant les fermetures d'entreprises, les ralentissements périodiques de l'économie et ce qu'on appelait les crises de surproduction, c'est là ce qu'écrivait il y a près d'un siècle et demi dans *Le Capital* (livre III, chapitre 15) un certain Karl Marx. Les commentateurs ne cessent d'enterrer le marxisme, de dire qu'il est dépassé, mais c'est leur société qui en montre chaque fois l'actualité !

• Récession économique

« Cachez ce mot que je ne saurais voir »

« Il n'est pas raisonnable de parler de récession », a déclaré le Premier ministre François Fillon à l'issue de la réunion du 18 août avec les ministres chargés de l'économie. Les chiffres de l'Insee montrant un recul du produit intérieur brut de 0,3 % n'étaient selon lui « pas une surprise » mais le « reflet français » du ralentissement économique international, a-t-il ajouté. Il rejoignait ainsi sa ministre de l'Économie Christine Lagarde dans sa crainte superstitieuse de ne pas nommer « la chose », de peur qu'elle n'apparaisse !

Ce sont les mêmes qui, il y a peu encore, vantaient les résultats de leur politique. En novembre 2007, pour Lagarde, les « trois moteurs de la croissance étaient allumés : la consommation des ménages, l'investissement des entreprises et le commerce extérieur ». Il y a un mois, elle affirmait encore que le gouvernement tiendrait ses « prévisions de croissance, entre 1,7 et 2 % », et Fillon se réjouissait de voir que ladite croissance résistait « mieux que prévu aux vents contraires ».

Malgré les données qui le contredisent, le gouvernement continue à afficher un optimisme forcé pour conclure que la situation ne fait que confirmer la nécessité de sa prétendue politique de « réformes ». C'est ce qui est en effet ressorti de cette réunion convoquée en urgence.

Le Premier ministre a donc déclaré qu'il entendait accélérer la mise en place des décrets sur les lois déjà votées, et « relancer la compétitivité des entreprises » en leur faisant un nouveau cadeau : l'imposition forfaitaire annuelle (IFA), un impôt payé par les entreprises en fonction de leur chiffre d'affaires, sera supprimée dès 2009. Le manque à gagner pour l'État sera de 1,6 milliard ; ce n'est certes pas ainsi que ses caisses vont se renflouer. Pour compenser, le gouvernement va donc poursuivre sa politique de restrictions budgétaires, qui se traduit par une baisse du

nombre des fonctionnaires et une dégradation du service public.

Quant à pallier la baisse du pouvoir d'achat qui frappe la majorité de la population, Fillon s'en remet toujours aux heures supplémentaires que pourraient effectuer les salariés. C'est du cynisme pur et simple : ce sont les patrons qui décident qui peut faire des heures supplémentaires et quand des travailleurs réussissent à augmenter leur salaire par ce biais, au détriment de leur santé, cela leur permet tout au plus de faire face à la hausse des prix... en attendant que la crise supprime jusqu'à cette possibilité de « faire des heures ».

Il reste donc deux projets



gouvernementaux évoqués en faveur du pouvoir d'achat : augmenter la prime à la cuve que perçoivent les foyers les plus

modestes pour les aider à payer leur note de fioul ; actuellement fixée à 150 euros par an, elle « pourrait » passer à 200 euros.

Mais ni le montant exact ni la date d'application n'ont été fixés. L'autre mesure serait l'extension de la prime de transport à l'ensemble du pays sur le modèle qui existe en Île-de-France, où les salariés sont remboursés de la moitié de leur abonnement aux transports en commun. Là aussi, cela ne va pas loin.

Aucune de ces mesures ne pourra évidemment empêcher la crise de s'approfondir. Mais la préoccupation du gouvernement n'est même pas là. Elle est de faire semblant d'agir, tout en poursuivant envers et contre tout une politique de défense des fortunes et des privilèges d'une minorité de possédants... au détriment de l'ensemble de la population.

La « contribution transport »

À la suite de la publication des mauvais chiffres de l'économie, il paraît que la mesure « phare » envisagée par le gouvernement à la rentrée pour venir à la rescousse du pouvoir d'achat des salariés serait une contribution majeure à leur budget transport.

En effet, depuis 1982, en Île-de-France, les employeurs sont tenus de prendre en charge 50 % de l'abonnement aux transports publics (correspondant au coupon de carte orange du trajet domicile-travail) pour tous leurs salariés à mi-temps au moins. On parle maintenant d'étendre cette

mesure à la province. Pour le moment, cela ne concernera que les salariés de province pouvant utiliser les transports en commun pour se rendre à leur travail.

La contribution ainsi demandée aux employeurs restera bien limitée. Déjà, en Île-de-France, le montant annuel déboursé par les employeurs au titre de cette mesure était en 2004 de 620 millions d'euros, alors que l'on estimait à plus de 20 milliards le budget total des ménages pour le transport, budget en augmentation rapide depuis avec la hausse

des carburants.

Le gouvernement évoque d'autres mesures comme l'augmentation de l'aide à la cuve pour les familles les plus défavorisées, ou une « aide à la pompe » qui serait versée aux salariés devant utiliser leur voiture pour aller travailler, un projet encore très flou. Ce n'est pas avec ça que le pouvoir d'achat écorné par la hausse des prix des carburants et par les hausses de l'électricité notamment, sera sauvé... sans même parler de faire repartir l'économie !

Serge FAUVEAU

Marianne Lamiral

• Réforme de la taxe professionnelle

L'État est en faillite... mais trouve que les patrons paient encore trop d'impôts

Considérablement diminuée en janvier 2007 sous le gouvernement Villepin, la taxe professionnelle payée par les entreprises devrait encore baisser. Cette promesse de Sarkozy va être mise en chantier à la rentrée de septembre, comme l'a confirmé la ministre des Finances au journal *Les Échos*.

La précédente réforme avait plafonné à 3,5 % de la valeur ajoutée le montant de cette taxe et les nouveaux investissements

en étaient exonérés pendant les trois premières années d'amortissement. Le coût pour le budget de l'État a été de 3,4 milliards d'euros pour cette année.

Mais, pour le patronat, suivi de près comme d'habitude par le gouvernement, ce n'est pas assez. Il propose de baisser la taxe professionnelle à son taux plancher de 1,5 % de la valeur ajoutée. Cela entraînerait pour les finances publiques une perte supplémentaire de 8 milliards

d'euros. Le projet du gouvernement, sans aller jusque-là, prévoirait une baisse importante de la taxe en modifiant son assiette.

Au moment où toutes les entreprises publient des bilans semestriels florissants, elles s'assurent d'annoncer des bilans tout aussi prometteurs dans l'avenir, si ce n'est en produisant plus, du moins en payant moins d'impôts.

Étienne HOURDIN

Au sommaire de LUTTE DE CLASSE n° 114 (été 2008)

- Hausses de prix, coups de colère, émeutes de la faim : les soubresauts d'une société en crise
- Le Parti Socialiste, ou l'opposition de Sa Majesté le capital
- Leur Union européenne à l'heure du non de l'Irlande et de la présidence française
- Afrique du Sud – Émeutes xénophobes sur fond de démagogie politicienne et de pauvreté

Prix : 1,50 euro
Envoi contre quatre timbres à 0,55 euro

• Géorgie-Russie

Du droit des grandes puissances à disposer des autres

Ce qu'il y a de plus remarquable dans les prises de position des dirigeants français sur le conflit géorgien, ce ne sont pas les airs de matamore d'un Kouchner parlant d'ultimatum, ou les poses d'un Sarkozy jouant les grands médiateurs, c'est le parfait mépris qu'ils manifestent pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, en invoquant sans cesse le respect des « frontières internationalement reconnues ».

Que les Ossètes ou les Abkhazes puissent décider eux-mêmes de leur sort n'entre absolument pas dans leur raisonnement. Ces prétendus démocrates ne raisonnent pas d'une manière différente de celle d'un Poutine pour qui les Tchetchènes, quoi qu'ils puissent en penser eux-mêmes, sont russes pour l'éternité.

En ce qui concerne les territoires de l'ex-Union soviétique, ces frontières « internationalement reconnues » ne sont en outre que le résultat de la transformation d'anciennes frontières purement administratives en frontières « nationales ». Car

avant l'éclatement de l'URSS les habitants de toutes ces régions avaient en commun d'être des citoyens soviétiques. Russes ou Géorgiens, Ossètes ou Abkhazes, ils jouissaient des mêmes droits (ou des mêmes absences de droits, car l'URSS de Brejnev ou de Gorbatchev n'avait rien d'un paradis où toutes les libertés pouvaient s'épanouir !). Staline avait fait de l'Ossétie du Nord un territoire de la Fédération de Russie, de l'Ossétie du Sud un territoire de la Géorgie, mais cela ne changeait rien en fait pour ceux qui vivaient de part et d'autre de cette frontière.

C'est la guerre de succession qui se livra dans les sommets de l'État soviétique à partir de 1985 qui amena l'éclatement de l'URSS. Eltsine, rival de Gorbatchev, s'appuya sur le désir des dirigeants de chaque République d'être seuls maîtres dans leur domaine pour s'emparer du pouvoir à Moscou. En décembre 1991, l'URSS cessa d'exister, à la grande satisfaction des États impérialistes, pour qui les frontières des ex-Républiques soviétiques devinrent les frontières « internationalement reconnues » des nouveaux États indépendants.

Cette notion de frontières « internationalement reconnues » est cependant à géométrie variable. Si les puissances occidentales se sont appuyées dessus pour reconnaître avec satisfaction l'indépendance de la Slo-

venie et de la Croatie lors de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie en cette même année 1991, elle ne les a pas empêchées d'applaudir en février dernier l'indépendance du Kosovo, qui faisait pourtant partie intégrante de la Serbie, depuis des décennies.

En réalité, les grandes puissances adoptent les « principes » qui les arrangent pour justifier leur politique, et n'ont que mépris pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. On ne saurait attendre autre chose d'États dont la plupart ont été des puissances coloniales, qui continuent d'intervenir militairement en fonction de leurs intérêts dans les pays du Tiers-Monde et qui tous ont participé au charcutage de l'Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

François DUBURG

• Pakistan

La démission de Musharraf

Au Pakistan, le général Perez Musharraf a finalement décidé de démissionner de la présidence. Il était au pouvoir depuis le coup d'État de 1999.

Cette décision fait suite à plusieurs semaines de confrontation avec la nouvelle coalition gouvernementale, constituée après la victoire de l'opposition aux élections législatives de février dernier. Cette dernière avait engagé contre Musharraf une procédure de destitution qui avait toutes les chances d'aboutir. L'annonce de

ce retrait a provoqué dans la plupart des villes d'importantes manifestations de joie, notamment de la part des sympathisants du Parti du Peuple du Pakistan de Benazir Bhutto, assassinée en novembre 2007.

Il y a pourtant peu de chances que les choses changent dans ce pays qui reste en proie à une grave crise économique et aux attentats organisés par les groupes intégristes, qui ont fait plus de 1 200 morts en un peu plus d'un an. Certes, les États-Unis ont fini par lâcher celui qui avait été jusque-là leur fidèle allié

contre ces organisations islamistes, mais le Pakistan reste un pion essentiel dans la politique que Washington poursuit dans cette région. En particulier dans la lutte qu'ils mènent contre les talibans en Afghanistan, pays voisin du Pakistan. Ainsi, sous la pression des États-Unis, le nouveau gouvernement pakistanais a engagé depuis un mois une vaste offensive le long de la frontière pour tenter de détruire les bases arrière des miliciens islamistes afghans.

En fait, depuis quarante ans, tous les dirigeants de l'État pakis-

tanais, qu'ils aient été civils ou militaires, ont agi avec l'accord de l'administration américaine. Celle-ci tient à contrôler ainsi une région vitale pour sa stratégie et redoute l'emprise croissante des organisations islamistes ; même si l'impérialisme américain a été responsable en partie de leur développement, notamment en Afghanistan, celles-ci sont devenues pour lui incontrôlables.

L'opposition à Musharraf, aujourd'hui au gouvernement, n'a montré jusqu'à présent aucun signe de vouloir rompre avec ce rôle d'allié privilégié des États-Unis. Le parti de Benazir Bhutto, parti de la grande bourgeoisie pakistanaise, même s'il n'a pas été avare de critiques contre Musharraf, poursuit en fait la même politique. Le président qui remplacera le dictateur démissionnaire dans ce contexte ne pourra sans doute que faire de même, entraînant le même mécontentement au sein de la population et essayant à son tour l'opposition des organisations islamistes intégristes qui cherchent à exploiter ce mécontentement.

Sans Musharraf comme avec lui, la situation explosive du Pakistan risque de perdurer.

Roger MEYNIER

• Il y a 40 ans à Pra

Les tanks

Le 21 août 1968, les tanks des troupes du pacte de Varsovie – qui regroupait autour de l'URSS ses satellites d'Europe centrale et orientale – envahissaient la Tchécoslovaquie pour mettre un terme à ce qu'on appelait le « Printemps de Prague ».

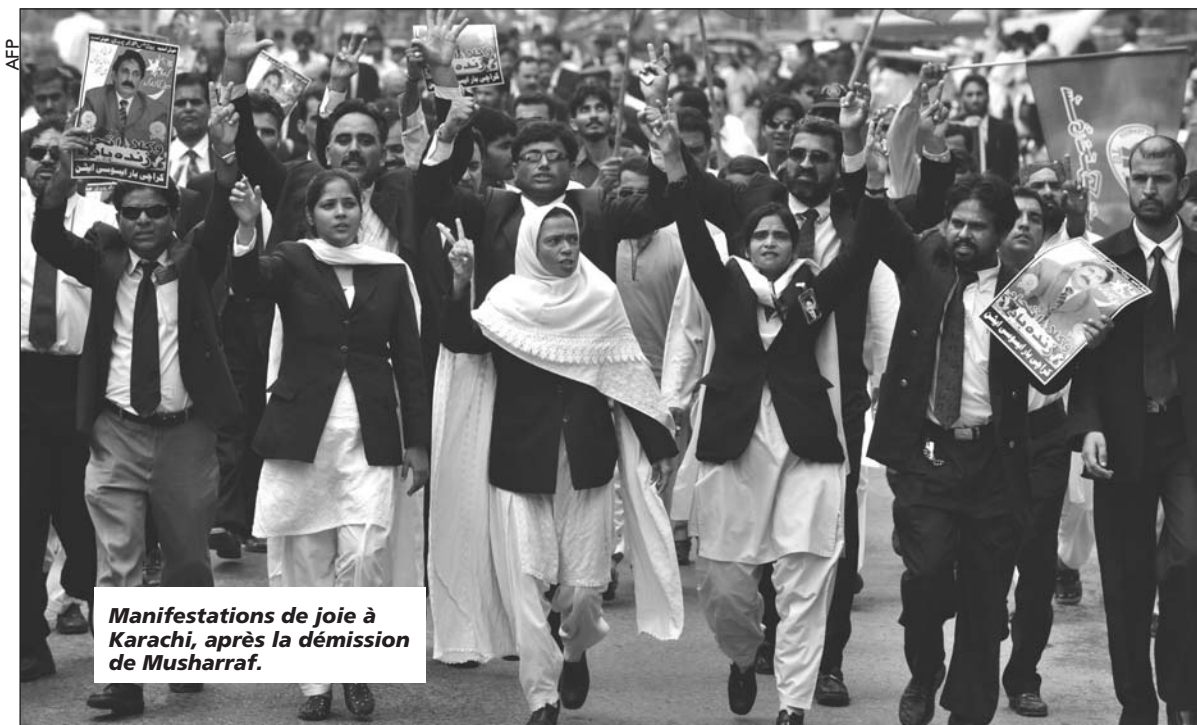
Les dirigeants du Kremlin voyaient d'un mauvais œil les changements qui se produisaient depuis des mois à la tête de la Tchécoslovaquie dite « socialiste », d'autant qu'ils s'accompagnaient d'un air de liberté jamais vu pour sa population. Eux et les dirigeants des autres Démocraties populaires (les pays de l'Est sur lesquels Staline avait établi son emprise après 1945) craignaient qu'un tel exemple ne suscite des émules dans la région.

Dans la période qui avait suivi la mort de Staline, l'État alors unique des Tchèques et des Slovaques était sans doute, de toutes les démocraties populaires, celui qui avait le moins causé de souci à Moscou. Gottwald, le Staline tchèque, était mort la même année que le « petit père des peuples ». Un autre stalinien, Novotny, lui avait succédé sans que grand-chose ne change à la tête de la Tchécoslovaquie durant 15 ans.

L'équipe Novotny faisait figure d'anachronisme rescapé de la « déstalinisation ». Mais à la direction du PC, des voix commençaient à réclamer des réformes comme il y en avait eu en Hongrie ou en Pologne. Des changements aussi, et d'abord que Novotny ne cumule plus les postes de chef du parti et de chef de l'État.

Fin 1967, le congrès des écri-

Les pays qu'on appelait les « Démocraties populaires » avaient bien des traits en commun. Et d'abord le fait d'être nés des mêmes circonstances. Situés dans la zone d'influence de l'URSS, telle que l'avaient délimitée les accords de Yalta et de Potsdam, leur appareil d'État avait été reconstruit dans une large mesure avec le personnel des régimes qui avaient précédé l'occupation soviétique. Ils avaient connu un certain pluralisme politique jusqu'au début de la guerre froide. Mais le risque de les voir céder aux sirènes de l'impérialisme américain et de son plan Marshall avait amené la



Manifestations de joie à Karachi, après la démission de Musharraf.

que
contre le « Printemps »

vains tchécoslovaques mit sur la sellette le régime et Novotny, sans que des arrestations pleuvent sur les « fautifs ». Après une réforme économique, avortée aussitôt que lancée, c'était un nouveau signe du fait que Novotny ne tenait plus vraiment la barre.

Le printemps en janvier ?

C'est dans ce contexte qu'un membre de la direction, le Slovaque Dubcek, s'imposa comme l'homme du compromis entre les clans du pouvoir. Début janvier 1968, Novotny dut lui céder la tête du parti. En mars, il perdit la présidence de la République. Et en avril, le quatuor « réformateur » – Dubcek, Svoboda (chef de l'État), Smrkovsky (président du parlement), Cernik (Premier ministre) – élimina l'ancienne équipe des organes dirigeants.

Pour vaincre la résistance des novotnistes, Dubcek et ses alliés avaient quêté l'approbation du Kremlin. Mais il avaient aussi l'appui de la jeunesse universitaire, que Novotny avait fait matraquer fin 1967, des écrivains

et des journalistes, qui étalèrent sur la place publique les turpitudes de l'ancienne équipe.

Tout l'hiver, la population avait été tenue à l'écart des luttes au sommet. Et cela servait d'argument à Dubcek qui, auprès de Moscou, pouvait se targuer d'avoir la situation bien en main. Mais les choses changeaient : l'effervescence de l'intelligentsia gagnait toute la population.

Dans les universités, les usines, les bureaux, on se passionnait pour les débats sur le passé, les réformes à venir, la « voie tchécoslovaque vers le socialisme », annoncée par Dubcek et vilipendée par Brejnev. La nouvelle direction promettait d'abolir la censure (qui ne s'exerçait déjà plus), d'épurer la police politique, de châtier les auteurs des crimes staliens, de donner plus de champ à l'Église. En écho aux aspirations slovaques, l'État allait se doter d'une structure fédérale. Autre projet : établir une distinction nette entre le gouvernement et le parti.

Il s'agissait essentiellement de promesses. Mais elles soulevaient

d'espoir tout un peuple. Et il faisait bloc derrière Dubcek en qui il plaçait sa confiance.

Le talon de fer de la bureaucratie russe

Si Dubcek contrôlait la situation en Tchécoslovaquie, et face aux PC des « pays frères » se posait en apôtre de « la transition à une qualité nouvelle de la société socialiste », les dirigeants du pacte de Varsovie, craignant que le vent de libéralisation qui soufflait à Prague ne finisse par atteindre leurs pays, se faisaient de plus en plus menaçants. Le 15 juillet, ils lancèrent un ultimatum, enjoignant aux autorités de Prague de sévir contre « les forces antisocialistes menaçantes ». Le 21 août, les tanks de l'armée soviétique passaient à l'action.

Le camp des puissances impérialistes poussa des hauts cris. Mais il n'était pas mécontent que la bureaucratie se charge à nouveau du sale travail, en mettant un terme à une effervescence populaire au cœur de l'Europe. Car ce phénomène aurait pu être contagieux. Dans les pays de l'Est



Des jeunes manifestent place Wenceslas contre l'invasion.

ARC



Les chars accueillis à coups de pierres.

ARC

et peut-être au-delà. Après tout, la grève générale de mai-juin 68 en France venait juste de prendre fin. Et puis, au moment où l'impérialisme américain était embourbé dans la guerre du Vietnam, impopulaire aux États-Unis même, leurs dirigeants se frottaient les mains : une fois encore, les héritiers de Staline donnaient du socialisme l'image hideuse de leurs crimes.

La logique de la capitulation

En attendant, le secrétaire général du Parti Communiste d'Union soviétique, Brejnev, se heurtait à un mur. La population tchécoslovaque s'efforçait de paralyser l'armée d'invasion, s'adressant à ses soldats, sabotant la signalisation routière. Face à cette unanimité agis-

sante, le Kremlin qui n'avait ni appui local, ni équipe de rechange, se trouvait dans une situation difficile.

C'est Dubcek qui le tira d'embarras en signant « les accords de Moscou ». Entérinant l'intervention, ils justifiaient l'occupation sous prétexte d'éviter le pire. Cela n'évita pas le sang de couler quand des jeunes affrontaient, seuls, les forces d'occupation et, de plus en plus souvent, la police de Dubcek. Cela n'évita pas le désespoir de tout un peuple qui, ayant placé ses espoirs dans un homme, le vit se faire le complice de la « normalisation ». Jusqu'à ce que celle-ci étant désormais en route, Dubcek, devenu inutile, soit éjecté de ses fonctions.

Pierre LAFFITTE

« Démocraties populaires » et force centrifuge

bureaucratie du Kremlin à diminuer le poids politique et économique des anciennes classes dirigeantes. Les dictatures policières ainsi mises en place avaient même été épurées d'un grand nombre de dirigeants communistes soupçonnés de ne pas être inconditionnellement fidèles à Staline. Certains avaient même été éliminés physiquement lors des grands procès de l'époque 1948-1952. Mais cela n'avait pas supprimé pour autant l'attraction que l'Occident pouvait exercer sur ces États.

La mort de Staline, en mars 1953, et la guerre de succession qu'elle avait ouverte à Moscou avaient créé une instabilité du

pouvoir tant au Kremlin qu'à la tête des Démocraties populaires, en même temps que des espoirs de changement parmi les masses populaires, qu'illustrèrent les manifestations des travailleurs du bâtiment de la Stalinallee, à Berlin-est, en juin 1953.

Le deuxième choc fut le rapport Khrouchtchev, en mars 1956, et sa dénonciation – même si elle était à l'intention de la couche dirigeante de l'URSS – d'une partie des crimes de Staline. Les aspirations des masses à plus de liberté, et le désir des dirigeants des partis dits communistes d'Europe centrale d'assouplir la tutelle de Moscou, avaient caractérisé cette même année les

événements de Pologne et de Hongrie.

En Pologne, le mouvement avait mis en branle de larges couches de la population, forçant Khrouchtchev et ses collègues du Politburo à accepter un compromis avec le retour au pouvoir d'un stalinien qui avait connu les prisons du régime quelques années plus tôt : Gomulka. Ce passé lui valut d'être promu « réformateur » national. Un « réformateur » qui permit à la bureaucratie soviétique de reprendre la situation en main.

En Hongrie, la situation fut plus explosive. Des travailleurs manifestèrent, puis répondirent à la répression par l'insurrection.

Ils constituèrent alors des Conseils ouvriers qui, à l'échelle parfois de régions, s'étaient mis à incarner l'autorité. Et il fallut l'intervention sanglante des chars russes pour écraser cette révolution. Là aussi, pour perpétuer sa domination sur le pays, Khrouchtchev et ses acolytes portèrent au pouvoir un dirigeant qui avait connu les prisons de l'époque stalinienne, Kadar. Mais prudemment ils lui concédèrent une certaine liberté de manœuvre.

De nouveau, à la fin des années soixante, un vent de nationalisme s'affirmant contre l'allégeance à Moscou souffla sur les sommets du pouvoir en

Pologne avec le général Moczar, en Roumanie avec Ceausescu, qui en 1969 reçut en grande pompe le président des États-Unis, Nixon, à la barbe des dirigeants soviétiques. Ceausescu avait d'ailleurs été le seul dirigeant d'un pays de l'Est à condamner l'intervention russe en Tchécoslovaquie l'année précédente.

Les forces centrifuges qui agitaient périodiquement les Démocraties populaires ne pouvaient manquer de l'emporter dès lors que l'Union soviétique elle-même se disloquerait.

P. L.

• Grèce

La lutte contre les incendies attendra encore

Depuis l'été 2007, les conditions de la lutte contre les incendies ne se sont pas améliorées en Grèce. L'an dernier, il y avait eu 77 morts suite aux importants incendies dans ce pays composé aux trois quarts de montagnes et de pinèdes. 270 000 hectares avaient été détruits.

vingt pompiers et la marine de guerre douze véhicules. La canicule est en cause et on évoque la présence d'incendiaires. Dans plusieurs villages, des personnes ont été encerclées par les flammes.

Même les aides promises aux habitants victimes des incendies de juillet 2007 ne sont pas arrivées, alors qu'il avait été prévu

rents pays d'Europe pour éteindre les incendies.

Pourtant l'État grec a de l'argent pour ses forces armées. C'est le deuxième pays en Europe pour le niveau de son budget militaire en pourcentage.

Depuis 27 ans, les différents gouvernements subventionnent les entreprises privées, des milliards d'euros ont



Si la situation semble moins catastrophique cette année, plus de 500 incendies ont déjà eu lieu depuis le début de l'été, dans le Nord, dans le Péloponnèse, à 40 kilomètres d'Athènes, en Crète et dans l'île de Rhodes. Dans cette île, dans le secteur de la ville de Lindos, il y a onze pompiers permanents au lieu de dix-sept. Dans un autre secteur, il y en a sept en permanence au lieu de dix-sept. L'armée a envoyé quatre-

10 000 euros par personne. Dans certains villages, seuls le café et l'église ont été reconstruits, avec des fonds privés. Des familles ont tout perdu. Depuis l'année dernière, sur les 4 000 pompiers nécessaires en Grèce, 2 000 ont été recrutés, mais en juin ils n'étaient toujours pas formés. La population met en cause les autorités ; faute de moyens, ce sont les habitants qui approvisionnent les pompiers. Des canadiens ont dû venir de diffé-

été engloutis dans les travaux des Jeux olympiques de 2004. Ces milliards seraient nécessaires pour entretenir les forêts, instaurer des plans de prévention et d'évacuation. Dans ce domaine aussi, les choix politiques et financiers qui sont faits au profit d'une minorité ont des conséquences dramatiques pour la majorité de la population.

Sylvie MARÉCHAL

• Tunisie

Dans le bassin minier de Gafsa La répression s'amplifie

Dans le bassin minier de Gafsa, situé au sud-ouest de la Tunisie, sept personnes ont été arrêtées le 27 juillet après avoir manifesté pour la libération des prisonniers du mouvement qui mobilise depuis plusieurs mois la population de cette région.

Toutes ont été victimes d'actes de torture dans les locaux de la police de Redeyef. Elles sont poursuivies pour « dégradation de bien d'autrui, atteinte aux bonnes mœurs, rébellion de la part de plus de dix personnes sans usage d'arme, atteinte à un fonctionnaire, jets

de produits solides, troubles et perturbations sur la voie publique ». À l'issue d'un simulacre de procès, Zakia Dhifaoui, condamnée à huit mois de prison ferme, risque également de perdre son emploi d'enseignante.

Outre ces personnes, la police a également arrêté des immigrés résidant en France qui avaient publiquement exprimé leur solidarité avec les populations du bassin minier. Ainsi, Sghaïer Belkhir, qui rentrait à Redeyef pour passer des vacances en famille, a été arrêté le 1^{er} août, dès son arrivée au

port de la Goulette près de Tunis. Le même jour, son frère Sebti qui se rendait à Tunis pour l'accueillir a également été arrêté. Tous deux ont été déférés devant le juge d'instruction de Gafsa pour « financement d'une bande de malfaiteurs » et incarcérés.

Ainsi le régime de Ben Ali intensifie la répression et multiplie les simulacres de procès. Mais ce n'est pas en essayant de les criminaliser que le régime fera cesser les luttes des travailleurs tunisiens pour leurs droits et leur dignité.

Roger MEYNIER

• Belgique

Grève des bagagistes de l'aéroport de Bruxelles

Les bagagistes des deux multinationales Aviapartner et Flightcare de l'aéroport de Bruxelles-Zaventem ont fait grève du dimanche 10 au mardi 12 août. Ils réclamaient des embauches, des augmentations de salaire et des outils de travail décentes.

Depuis les privatisations des années 1990, les conditions de travail dans les activités aéroportuaires se sont fortement dégradées : bas salaires, compressions de personnel, outils de travail vétustes et accidents...

Les compagnies privées concernées se vantent de leurs profits en hausse (+12 % cette année) et de la faible progression des coûts du site de l'aéroport (1,1 % par an). Mais avec une inflation à 6 % et des salaires plafonnant à 1 200 euros, les bagagistes, comme les autres travailleurs de l'aéroport, ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts. S'ajoutent un manque de personnel constant et des contrats précaires que les directions refusent de transformer en CDI. Les travailleurs ne peuvent même pas prendre leurs jours de récupération et les heures supplémentaires ne sont pas toutes comptabilisées. Un bagagiste déplace 30 tonnes par jour à la main et la surcharge de travail en période de vacances augmente encore les tendinites et les hernies.

Les bagagistes avaient menacé d'entrer en grève au début des vacances, mais les directions ne voulaient rien entendre. Alors, dimanche 10 août, 300 d'entre eux ont déclenché une grève spontanée. Bien sûr ils ont été accusés « de prendre les

vacanciers en otage ». Des milliers de bagages se sont entassés, des centaines de vols ont été annulés ou détournés, des administratifs ont été mis à la tâche, une compagnie aérienne a même fait venir du personnel des États-Unis... Mais les bagagistes tenaient !

Après deux jours de grève, les directions syndicales ont appelé à la reprise du travail chez Flightcare et soumis aux travailleurs un accord négocié avec la direction : quelques dizaines d'embauches et de transformations de CDD en CDI, et quelques augmentations de primes. Le personnel de Flightcare l'a rejeté à 55 %. Les directions syndicales ont prétendu qu'il fallait les deux tiers des voix pour continuer la grève. À Aviapartner, la plus grosse des deux sociétés, l'accord a été rejeté à 70 % ! Le gouvernement a alors nommé un médiateur social qui a fait pression pour la reprise, obtenue finalement à l'arraché dans la nuit du mardi 12 au mercredi 13 août.

À juste titre, les bagagistes ne faisaient aucune confiance aux engagements de leurs directions. Et il est certain que les quelques promesses, déjà bien limitées, ne seront effectives que s'ils réussissent à maintenir la pression.

Correspondant LO



• SNCF

Des milliers de voyageurs bloqués Pour la direction, c'est de la malchance ; pour les cheminots, c'était prévisible

Suite à la rupture d'une caténaire sur 400 mètres au voisinage d'Aubagne, dans les Bouches-du-Rhône, dimanche 17 août vers midi, des milliers de voyageurs de la SNCF ont été bloqués dans la région Sud-Est.

CGT et Sud-Rail, eux, ont pointé du doigt la négligence de la direction, accusant sa politique d'économies en matière de maintenance et de personnel. « Avant la réforme l'an dernier de la maintenance, il y avait des équipes d'astreinte qui pouvaient intervenir en

constante de la direction de la SNCF depuis des années ne peuvent pas être sans conséquences, rendant le trafic ferroviaire de plus en plus dépendant du moindre incident ; c'est sans doute ce qui s'est produit ce 17 août.

C'est ce qui se produit aussi



L'incident se situant à la fin d'un gros week-end de retour de vacances, le nombre de voyageurs touchés a été très important. Certains ont été bloqués pendant des heures dans leur train, d'autres ont attendu toute la nuit dans des gares de la région des trains qui n'arrivaient pas. Des voyageurs sont arrivés à destination plus de 12 heures après leur départ. Et ce n'est que dans le milieu de la journée du lundi 18 août que le trafic est redevenu à peu près normal.

Évidemment, la direction a parlé de « grosse malchance », ajoutant, comme pour se défaire : « Nous n'excluons à ce stade aucune hypothèse, pas même celle d'un acte de malveillance ». Mais les syndicats

deux heures et la caténaire aurait pu être réparée en début de soirée », a affirmé la CGT, ajoutant que la SNCF n'a pas cessé de faire des économies sur les dépenses d'entretien et de révision des trains. « On régénère... mais on fait de moins en moins d'entretien régulier... Les voyageurs, quand il y aura des incidents, vont galérer de plus en plus longtemps », a ajouté le secrétaire régional de la CGT Provence-Alpes-Côte-d'Azur. De son côté, Sud-Rail dénonce la direction qui a réduit de 50 % les tournées des équipes « chaleur ». Celles-ci inspectent voies et caténaires pour vérifier les points faibles en période estivale.

Les économies de personnel qui sont une politique

presque quotidiennement sur les lignes de la banlieue parisienne et des grandes villes, comme par exemple la ligne Marseille-Toulon, où le mépris de la SNCF pour ses usagers est aussi flagrant.

En guise de « geste commercial » pour s'excuser de la gêne occasionnée aux usagers, le PDG de la SNCF Guillaume Pépy a annoncé dès le soir du 17 août que leur voyage serait « compensé à 100 % ». Renseignement pris, cela signifie qu'il sera remboursé... mais uniquement sous forme de bons d'achat SNCF. Celle-ci n'aura donc rien à sortir de ses caisses. Non contente d'économiser sur le personnel, elle se paye la tête de ses usagers.

Bertrand GORDES

• Snecma – Villaroche (Seine-et-Marne)

Débrayages pour l'embauche des intérimaires

À la Snecma-Villaroche, en Seine-et-Marne, depuis près d'un mois les travailleurs des deux équipes de l'atelier de montage des turboréacteurs débrayent, revendiquant l'embauche des seize intérimaires présents dans l'atelier depuis plus d'un an. Plusieurs débrayages ont eu lieu – au rythme d'un par semaine – malgré la période estivale, regroupant à chaque fois plusieurs dizaines de travailleurs.

Au Montage, la pratique du recours aux intérimaires, employés pour des missions de deux fois neuf mois, est récurrente. Cette prétendue « période

d'essai » de 18 mois était le passage obligé avant toute éventualité d'embauche. Mais récemment, la direction a annoncé qu'il ne serait plus question d'embaucher à l'issue des présentes missions d'interim. C'est ce qui a provoqué les débrayages actuels.

Le 18 août, la direction a fini par concéder deux contrats en CDI, proposés à ces intérimaires dans un autre centre de la Snecma. On est encore loin du compte et d'autres actions sont en discussion.

Correspondant LO

• Conserverie du Mont Lozère (Gard)

Contre la fermeture, grève et occupation

Les salariés de la Conserverie du Mont Lozère, à Branoux-les-Taillades près d'Alès, font grève et occupent l'entreprise depuis plus de deux mois pour s'opposer à sa fermeture.

Le 5 juin dernier, le groupe France Champignon, appartenant à 75 % au fonds d'investissement Butler Capital Partners, annonçait la fermeture de cette filiale, avec à la clé la suppression de ses 26 emplois. Comme l'entreprise compte moins de 50 salariés, le groupe espérait que tout serait réglé pour la mi-juillet afin de transférer les machines dans d'autres usines du groupe pour le début de la saison en août. C'était sans compter sur la colère des salariés, qui se sont mis en grève immédiatement et, depuis, occupent l'usine jour et nuit.

Le fonds d'investissement Butler Capital Partners est bien connu, notamment pour avoir racheté la SNCM (Société nationale Corse Méditerranée), avec à la clé un plan de 400 suppressions d'emplois. Quant au groupe France Champignon, leader européen du champignon de Paris, il a vu son chiffre d'affaires augmenter de 15 % en 2007 (235 millions d'euros) et dégager des profits. En 2005, la Conserverie du Mont Lozère était elle aussi excédentaire. Mais depuis deux ans, la comptabilité n'est plus effectuée dans l'entreprise même et le groupe refuse de fournir les comptes aux salariés. Après avoir justifié la fermeture du site par le « marasme économique », la

direction explique maintenant que sa remise aux normes serait trop coûteuse (1 à 1,5 million d'euros).

Depuis le début, les salariés, soutenus par la CGT et les municipalités voisines (de gauche), ont mené de nombreuses actions : déplacement à Nîmes le jour du passage du Tour de France, rencontre avec les salariés de l'hôpital d'Alès et ceux de Merlin-Gerin, entreprise d'Alès où sont programmées environ 100 suppressions d'emplois. Par ailleurs, les travailleurs ont reçu le soutien de la population, dans une région de forte tradition ouvrière.

Ils sont désormais en grève depuis plus de deux mois. La revendication première reste le maintien de l'emploi. Même si la direction ne veut pas céder sur la fermeture de l'entreprise, il reste au moins à la faire reculer sur les indemnités de licenciement. Pour le moment, le compte n'y est pas : 3 000 euros en plus des indemnités légales (avec un minimum de 8 000 euros). Comble du cynisme : la direction explique qu'elle ne peut pas donner plus, car elle doit aussi participer à la revitalisation du bassin d'emplois !

Les travailleurs sont bien décidés à utiliser tous les moyens pour obtenir gain de cause. En particulier, ils détiennent un stock évalué à 2 millions d'euros, que l'entreprise voudrait bien récupérer.

Correspondant LO

• L'eau

Un problème pour des milliards d'hommes

Aujourd'hui encore, au 21^e siècle, 20 % de la population mondiale (dans 30 pays) sont confrontés à une pénurie d'eau, ou en tout cas d'eau répondant aux normes sanitaires indispensables.

En effet, 2,5 milliards de personnes dans le monde ne disposent pas de sanitaires, ce qui implique que les excréments humains ne sont ni collectés, ni traités. Les bactéries, les virus et

2025. Les experts font remarquer, à juste titre, que cette somme ne représente que 1 % des dépenses mondiales d'armement.

Effectivement, cette situation inadmissible est de la responsabilité des États qui n'utilisent pas l'argent public pour leur population, mais ce n'est pas seulement un problème de corruption, de défaillance ou de malhonnêteté des politiques ; dans le système capitaliste, même le traitement des excré-

exemple, une ville de 1,2 million d'habitants. Lydec, une filiale de Suez, a un contrat de 30 ans pour l'eau, l'assainissement et l'électricité de Casablanca au Maroc. Veolia Water India s'est associée avec une filiale de Tata pour répondre aux appels d'offres de villes comme Delhi ou Bangalore en Inde.

Les marchés du Tiers-Monde ne sont d'ailleurs pas les moins rentables. Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) estime que



les parasites qu'ils contiennent se dispersent donc dans le sol et dans l'eau qu'ils contaminent. Cette contamination engendre des maladies telles que les diarrhées, la pneumonie, le choléra... et provoque la mort de 5 000 enfants chaque jour. L'absence de sanitaires a aussi des conséquences sur l'éducation puisque, durant leurs règles, les jeunes filles ne viennent plus en cours dans les écoles sans toilettes.

Pourtant, l'institut international de l'eau de Stockholm estime qu'il suffirait de 10 milliards de dollars par an pour que l'ensemble de la population mondiale ait accès à un système d'assainissement adéquat d'ici

ments, le traitement des eaux usées doivent rapporter du profit.

On a pu voir en France ces dernières années comment la privatisation de la gestion de l'eau a entraîné des hausses importantes de son prix. Selon les analystes économiques, « l'environnement est un secteur porteur en Bourse », un secteur porteur qui attire les investisseurs. Suez environnement et Veolia, qui traitent l'eau et les déchets en France, sont en fait aussi les deux leaders mondiaux de ce secteur.

Ces deux sociétés gèrent en commun la distribution et l'assainissement de l'eau de Constantine en Algérie, par

les habitants des quartiers pauvres de Djakarta, de Manille et de Nairobi paient leur eau 5 à 10 fois plus cher que ceux qui vivent dans les quartiers riches, plus cher même que les consommateurs de New York et de Londres. Le PNUD cherche d'ailleurs à attirer les entreprises dans les pays pauvres en leur expliquant que les investissements peuvent y être rentables.

Ainsi, un bien aussi naturel et élémentaire que l'eau est vendu au prix fort aux uns, pendant que pour des milliards d'autres il devient toujours plus difficile d'en disposer. Qu'importe, du moment que cela rapporte à quelques trusts !

Claire ALEXANDRE

• Éleveurs bretons en colère

Le fromage d'Entremont

Des producteurs de lait bretons multiplient les actions contre Entremont, la grande entreprise alimentaire spécialisée dans les beurres et fromages. Dans le Morbihan, en Ille-et-Vilaine, ils ont immobilisé ses camions dans la campagne et bloqué une

plate-forme logistique.

Ces éleveurs bretons refusent le tarif de 310 euros pour 1 000 litres de lait fixé par Entremont et réclament 330 euros. À l'origine de ce conflit, il y a une décision prise par le gouvernement en mai 2008 au nom de la libre concurrence. Depuis une

dizaine d'années, les prix du lait étaient déterminés par des recommandations faites chaque trimestre par « l'interprofession » regroupant les éleveurs, les coopératives et les industriels. La Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des

• Patrons français

Ils pleurent la bouche pleine

Selon une étude du cabinet canadien KPMG, un cabinet d'experts-conseils pour les investissements des capitalistes, présentée le 22 juillet à la ministre de l'Économie Christine Lagarde, la France serait le pays européen le plus « attractif » pour les entreprises étrangères.

L'enquête réalisée entre 2006 et 2008 dans 136 villes de dix pays développés (Canada, USA, Australie, France, Royaume-Uni, Pays-Bas, Italie, Japon et Allemagne), a pris en compte 27 facteurs d'attractivité, comme les salaires, la fiscalité ou le prix du foncier. D'autres éléments ont été retenus, comme les compétences de la main-d'œuvre, le logement ou encore les frais de scolarité.

En tenant compte de tous ces critères, selon KPMG la France se classe quatrième, et premier pays européen

devant le Royaume-Uni et les Pays-Bas, l'Allemagne étant le dernier des dix pays. L'étude dit aussi que la France serait le pays européen le plus compétitif pour le coût de la main-d'œuvre et se classerait même en tête de tous les pays étudiés en ce qui concerne les salaires les plus bas.

On est donc loin de l'image d'une France où les salaires seraient trop élevés et les cotisations sociales trop lourdes. Mais pour « renforcer encore plus l'attractivité française » Christine Lagarde s'est engagée à « ne pas augmenter la charge fiscale qui pèse sur les entreprises », rappelant qu'une modification de la taxe professionnelle était à l'étude... Sarkozy et son gouvernement n'en feront jamais assez pour les patrons.

C.D.

• Reprise des OPA

Vous avez dit crise ?

Alors que l'on parle de récession et de mesures de rigueur, l'austérité n'est pas de mise pour tout le monde. La flambée des prix des matières premières et des ressources énergétiques diminue le pouvoir d'achat des classes populaires, mais l'argent des grandes entreprises coule à flots pour les fusions acquisitions.

Les grandes entreprises ont en effet une spécialité : se racheter les unes les autres, à grands coups de milliards consacrés à des offres publiques d'achat (OPA) ou autres. Or, après un léger ralentissement observé au début de l'année 2008, les OPA ont repris de plus belle depuis quelques mois. À la mi-août 2008, ces opérations financières représentaient déjà un montant total de 1 400 milliards d'euros à l'échelle de la planète : un chiffre équivalent

à celui de l'année 2006 à la même époque.

La crise financière n'a donc visiblement entamé en rien la capacité des grands capitalistes à lancer de telles opérations pour se racheter mutuellement leurs entreprises, en encaissant à chaque fois une plus-value au passage. Au contraire même, ce contexte économique les incitant moins que jamais à investir pour développer leur production, ils sont d'autant plus à la recherche de ce type d'opérations spéculatives.

Le fonctionnement général de l'économie – et donc les conditions de vie de milliards d'hommes – n'en est que plus perturbé. Mais qu'importe si cela permet à la poignée de parasites qui la contrôle d'augmenter leur compte en banque.

Jérôme MILLET

• Île-de-France

Quand les patrons veulent réorganiser les transports

Les patrons d'Île-de-France ne sont pas contents des transports collectifs franciliens. Ils viennent de le faire savoir dans un rapport publié par le Medef. Les usagers, selon eux, ne payent pas assez cher.

Ce que les patrons veulent « repenser », ce n'est évidemment pas la qualité, la fréquence et la sécurité des transports, mais leurs « modes de financement et de gouvernance ».

Ces messieurs du patronat s'estiment « sous-représentés » au sein des conseils d'administration du Stif (le Syndicat des transports d'Île-de-France, autorité régionale chargée de l'organisation des transports). Ils se plaignent de n'y avoir « qu'un siège sur 29 ». Ce n'est pourtant déjà pas si mal et en tout cas mieux que les associations d'usagers qui n'ont droit qu'à une vague place consultative dans une structure annexe.

Ce patronat veut donc peser

plus nettement sur les décisions du Stif, au prétexte qu'il assure une grande partie de son financement. En effet, en Île-de-France comme dans le reste du pays, les patrons des entreprises de plus de 10 salariés doivent payer une taxe, le versement transport (VT), qui varie entre 1 et 2 % de leur masse salariale, et qui est perçue directement par les autorités organisatrices de transport : communes, département ou régions.

C'est au fond l'existence même de ce versement transport, pourtant mille fois justifié, que les patrons voudraient remettre en cause. Ils veulent bien qu'existent des réseaux de transport efficaces pour pouvoir transporter chaque jour les travailleurs vers les usines et les bureaux... mais ils voudraient que ce soit à la seule collectivité de payer !

Les représentants du Medef suggèrent entre autres dans leur rapport une augmentation du nombre de péages en Île-de-

France, une augmentation des tarifs de stationnement, un péage urbain dans les quartiers centraux de Paris et une augmentation de 10 % des tarifs des transports en commun ! Décidément, si le Medef arrivait un jour à diriger le Stif, les usagers franciliens ne seraient pas à la fête.

Pour justifier ces augmentations, les patrons utilisent l'argument de la vérité des prix, jugeant inadmissible que les transports collectifs soient à ce point subventionnés. C'est presque comique, de la part d'un patronat qui ne peut pas faire un pas sans pleurnicher auprès de l'État et des collectivités locales pour obtenir des allègements de cotisations et autres subventions ! Les subventions, ce serait bon pour les patrons... mais pas pour les travailleurs qui viennent se faire exploiter dans leurs entreprises.

Pierre VANDRILLE

On a les médailles qu'on peut...

Sarkozy a pris la présidence de l'Union européenne le 1^{er} juillet 2008. Il n'a pas fallu attendre longtemps pour voir apparaître des pièces de 2 euros, sur le revers desquelles on peut lire : « 2008 - PRÉSIDENTE FRANÇAISE UNION EUROPÉENNE - RF ».

Il fallait effectivement faire vite car cette fonction, purement honorifique, ne dure que six mois, et ses occupants tombent vite dans l'oubli.

On se demande bien pourquoi des sportifs se dépensent pour obtenir des médailles, alors qu'il est si simple de s'en faire graver une !

M.L.



Fin du poulet à la nage

Les CRS ne pourront même plus dire « sous les pavés, la plage ». Le ministère de l'Intérieur en a retiré des dizaines des plages dont ils assuraient la surveillance en période d'été, et raccourci leur période d'intervention. Du coup, non seulement les CRS bronzent moins, mais les maires se plaignent de

plages moins sûres.

Les communes, forcées de pallier ces insuffisances, doivent recruter elles-mêmes les maîtres-nageurs sauveteurs nécessaires. Les postes de secours sont parfois laissés sans personne sur des plages publiques autrefois surveillées. Et les syndicats de la police dénoncent les

projets de suppression ou de diminution de moitié du nombre de CRS sur les plages en 2009.

Mais comme ces CRS ne servaient pas qu'à matraquer des manifestants, le gouvernement met bon ordre à cette anomalie !

Alain LECAIRE

• Cachan (Val-de-Marne)

Deux ans après, les squatteurs sont toujours mal logés

Le 17 août 2006, près d'un millier de policiers avaient investi le bâtiment F de la cité universitaire de Cachan, dans le Val-de-Marne, pour en chasser environ 500 adultes et enfants.

Cette opération contre des immigrés pauvres et les arrestations de certains sans-papiers réalisées ensuite autour du gymnase où ils avaient trouvé refuge permettaient à Sarkozy, à l'époque ministre de l'Intérieur, de faire une démonstration en direction de l'électorat raciste et réactionnaire. Loin de se préoccuper des conditions de logement indignes de ces 500 personnes, le ministère de l'Intérieur voulait surtout mettre en avant son objectif qui était, déjà, de 25 000 expulsions de sans-papiers par an.

Cependant les expulsés de Cachan avaient refusé d'être éparpillés dans de multiples hôtels et décidé de rester

ensemble ; ils avaient ainsi provoqué des réactions de solidarité d'une partie de la population, à Cachan et au-delà, et reçu l'appui de quelques artistes comme Josiane Balasko et Charles Berling.

Un grand nombre des expulsés ont finalement été régularisés et peuvent maintenant circuler librement sans craindre les contrôles de police. Mais un quart d'entre eux seulement ont trouvé un vrai logement ; les autres vivent encore dans des foyers ou bien à deux familles dans un seul logement, ou encore à l'hôtel.

Deux ans après, comme beaucoup d'autres travailleurs français ou immigrés, les expulsés de Cachan vivent toujours dans des conditions inacceptables car, étant donné le manque de logements sociaux, leur salaire ne suffit pas pour trouver un habitat décent, et le combat pour l'obtention d'un logement pour tous continue.

Claire ALEXANDRE

Enfin des logements à Paris

Enfin, un programme de construction d'envergure est annoncé à Paris. Pas moins de 800 nouveaux logements « tout confort » vont voir le jour d'ici trois ans dans les beaux quartiers : avenue d'Iéna, avenue Kléber et rue du Faubourg Saint-Honoré.

Ce nouveau parc locatif restera tout de même difficile d'accès. Il s'agit de trois nouveaux hôtels de luxe qui viendront s'ajouter aux sept palaces existant déjà dans la capitale. C'est que ce secteur d'activités qui cible une clientèle de millionnaires ne connaît pas la crise et constitue même un marché en pleine expansion.

Dans ces établissements détenus par de grands groupes hôteliers, de riches famil-

les ou des fonds d'investissement, le prix moyen d'une chambre dépasse généralement les 1 000 euros par nuit. Encore s'agit-il là du prix à payer pour une chambre moyenne et non pour une suite. Pourtant, les tarifs pratiqués par ces établissements ne les empêchent pas d'atteindre aujourd'hui un taux d'occupation proche de 80 %. Pour les suites les plus prestigieuses, il faudrait même réserver des mois à l'avance !

Avec ces nouveaux hôtels, le taux d'occupation devrait redescendre. On est donc maintenant tranquille : la crise du logement sera évitée dans les palaces !

Jérôme MILLET



Les étapes d'été des militants de Lutte Ouvrière

Pendant encore dix jours, nos camarades vont parcourir plusieurs régions et plusieurs dizaines de villes pour discuter, écouter, argumenter autour des mille et un problèmes qui touchent le monde du travail. Ces problèmes sont d'abord les difficultés quotidiennes, la hausse des prix et la stagnation des salaires, les licenciements et le chômage, l'intérim et les petits boulots, l'aggravation des conditions de travail pour ceux qui en ont un, le logement, la dégradation des services de santé.

Mais, bien vite, viennent également les discussions sur la situation politique, avec beaucoup d'interrogations sur ce qui pourrait changer les choses pour le monde du travail. Plusieurs nous disent qu'à force de trop en supporter, les gens se révolteront ; certains nous parlent de Mai 68 en souhaitant quelque chose de comparable, mais beaucoup

confient leur manque de perspective pour l'avenir.

Très souvent, nous avons des marques d'encouragement de la part de militants de gauche qui aimeraient bien que leur parti ou syndicat soit plus combatif, plus présent, et qu'il s'oppose de manière plus offensive à la politique de Sarkozy. Ceux-là apprécient notre venue, notre attitude militante, notre drapeau rouge : « Mais vous, vous êtes là ! »

Eh bien, si notre présence a réussi à encourager ceux que nous avons rencontrés en leur montrant qu'il existe des militants qui ne baissent et ne baisseront pas les bras, nous aurons fait œuvre utile. Comme le résumait avec humour un de nos interlocuteurs : « *Nous sommes dans une période de décomposition, mais cela forme de l'humus. Et sur l'humus, ça repoussera* ».



Bretagne

Jeudi 21 août
Brest (Finistère)
Vendredi 22 août
Lannion (Côtes-d'Armor)
Samedi 23 août
Saint-Brieuc et

Ploufragan (Côtes-d'Armor)

Métropole lilloise (Nord)

Jeudi 21 août
Lille
Vendredi 22 août
Lille et Orchies

Samedi 23 août
Wattrelos

Aude-Roussillon

Jeudi 21 août
Narbonne (Aude)
Vendredi 22 août
Rivesaltes et Saint-Estève (Pyrénées-Orientales)

Samedi 23 août
Perpignan (Pyrénées-Orientales)

Lorraine

Jeudi 21 août
Metz (Moselle)
Vendredi 22 août
Forbach et Saint-Avold (Moselle)

Samedi 23 août
Longwy et Villerupt (Meurthe-et-Moselle)

Banlieues de Bordeaux (Gironde)

Lundi 25 août
Eysines
Mardi 26 août
Langon et Cadillac
Mercredi 27 août
Mérignac
Jeudi 28 août
Bordeaux-Nord
Vendredi 29 août
Bègles
Samedi 30 août
Sainte-Eulalie et Lormont

Pays de Loire

Lundi 25 août
Nantes (Loire-Atlantique)

Mardi 26 août
Saint-Nazaire (Loire-Atlantique)

Mercredi 27 août
La Roche-sur-Yon (Vendée)

Jeudi 28 août
Angers (Maine-et-Loire)

Vendredi 29 août
Trélazé et les Ponts-de-Cé (Maine-et-Loire)

Samedi 30 août
Cholet (Maine-et-Loire)

Vallée du Rhône

Lundi 25 août
Bourg-lès-Valence et Portes-lès-Valence (Drôme)

Mardi 26 août
Valence (Drôme)

Mercredi 27 août
Givors (Rhône)

Jeudi 28 août
Péage-de-Roussillon (Isère)

Vendredi 29 août
Romans-sur-Isère (Isère)

Samedi 30 août
Annonay (Ardèche)

